



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

12 projets emblématiques

du Fonds de solidarité
pour les projets
innovants

Le Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la francophonie et le développement humain (FSPI) est l'instrument phare de l'aide projet du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il permet aux ambassades de mener sur le terrain des actions innovantes à impact rapide et fortement visibles au bénéfice des populations locales.

D'une durée maximale de deux ans, chaque projet (à visée nationale ou régionale) dispose d'un montant compris entre 100 000 euros et un million d'euros.

Ils concernent une large palette de domaines correspondant aux priorités de la politique de coopération française (tels que l'environnement, l'égalité femmes-hommes, la santé, le patrimoine, l'éducation) et bénéficient à plus de 70 pays en développement. Les projets financés ont en général vocation à être repris à plus grande échelle par les bénéficiaires ou d'autres acteurs du développement.

Patrimoine



Sijilmasa, Maroc – © Thomas Soubira

MAROC

La route des empires : recherche et valorisation patrimoniale des sites archéologiques du Moyen Âge présaharien (2019-2020)

Montant : 330 000 €

Domaine d'intervention : archéologie et patrimoine

Lancé en 2019, ce FSPI centré sur les questions de patrimoine a été conçu à partir des résultats des missions archéologiques maroco-françaises réalisées au cours des dernières années sur 6 cités médiévales marocaines du Sahara, en vue de **contribuer à la sauvegarde et à la valorisation de ces sites.**

Mis en œuvre par le Centre Jacques-Berque, antenne de recherche de l'Institut français du Maroc, l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine du Maroc et le ministère marocain de la Culture, ce FSPI s'appuie sur des spécialistes du patrimoine et de la médiation culturelle des deux pays.

Depuis son lancement, le projet a produit de nombreux effets positifs :

- le développement local a été stimulé en suscitant des créations d'emplois dans les secteurs de la culture et du tourisme ;
- **les acteurs locaux du tourisme et de la préservation du patrimoine ont été formés et conseillés** en vue de la création de circuits de visites autour des sites et des vestiges archéologiques ;
- **la coopération scientifique franco-marocaine dans les filières de l'archéologie et du patrimoine a été renforcée** : en contribuant à la formation de jeunes chercheurs marocains et étrangers, et en consolidant les liens de la recherche française avec les universités marocaines.

Environnement



© Shutterstock

CARAÏBE FRANCOPHONE

Projet d'appui à l'intégration régionale Caraïbe en matière de climat : PAIR-CC (2018-2019)

Montant : 300 000 €

Domaine : environnement, climat

Le projet FSPI d'appui à l'intégration régionale Caraïbe en matière de climat (PAIR-CC), lancé en 2018, a pour objectif d'**augmenter la capacité de résilience des territoires créolophones au changement climatique**, à travers une coopération technique, et de structurer un réseau d'acteurs dans la zone.

Ce FSPI régional concerne cinq pays et territoires : Dominique, Haïti, Sainte-Lucie, en qualité de bénéficiaires, et la Martinique et la Guadeloupe, en tant que territoires français partenaires. Suivi par l'ambassade de France à Haïti, il a été mis en œuvre par l'entreprise sociale et solidaire Unite Caribbean.

Depuis deux ans, le PAIR-CC a permis

- de **cartographier plus de 200 acteurs et structures engagés sur des projets de résilience climatique** ;
- la création d'une plateforme digitale dédiée au projet ayant pour vocation de réunir des documents et outils thématiques, et de favoriser le partage d'expériences des acteurs ;
- la **capitalisation des pratiques des territoires en matière d'écocritères touristiques** en vue de préparer un label caribéen du tourisme durable ;
- l'essaiage de solutions techniques en matière de recyclage et d'économie circulaire auprès des 5 territoires ;
- des prestations de formations (auprès de 50 structures de la société civile, des chambres consulaires et du secteur privé) et d'assistance technique (auprès de 55 structures) dans toute la région ;
- la création d'un module de formation de journalistes compétents sur les questions de genre et de changement climatique ;
- l'organisation d'ateliers pilote à Dominique dédiés à la gestion des troubles de stress post-traumatique climatiques.

Genre



Réduction des inégalités par le rugby – © Ambassade de France à Madagascar

CAMEROUN, SÉNÉGAL ET TOGO

Lutte contre les violences de genre en milieu scolaire (2016-2018)

Montant : 1,5 million d'euros

Domaine d'intervention : genre et éducation

Ce projet régional de lutte contre les violences de genre en milieu scolaire, déployé sur la période 2016-2018 au Cameroun, au Sénégal et au Togo pour un montant de 1,5 million d'euros, proposait de travailler sur trois axes complémentaires :

- prévenir les violences de genre en milieu scolaire à travers la formation du personnel éducatif et la mise en œuvre de sanctions administratives appropriées ;
- accroître la compréhension de la problématique de ces violences dans les communautés par des actions de sensibilisation des parents et des enfants ;
- renforcer la chaîne de protection locale (détection, signalement, prise en charge) et de suivi en associant les écoles, les ONG, les services sociaux et de santé, la police, la justice et les transports.

Bénéficiant des retours d'expérience d'un premier projet soutenu sur cette thématique au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger (conduit par l'UNICEF en 2012-2014), ce FSPI a été mis en œuvre par l'UNESCO, l'ONG Plan International et l'UNICEF.

Au niveau régional, il a permis **d'initier des prises de conscience et des changements d'attitude encourageants**, notamment en matière d'engagement individuel et de mobilisation communautaire à l'égard des violences perpétrées envers les enfants, des inégalités de genre et des stéréotypes sexistes qui en découlent, à l'origine de différentes formes de violences. L'impact est aussi plus large au niveau national, puisque au Togo, par exemple, le projet a contribué à une **meilleure visibilité et fonctionnement de la ligne verte « Allô 1011 », structure qui permet de dénoncer les abus envers les enfants**. Cette ligne d'alerte est toujours active et a d'ailleurs été utilisée pour la mise en œuvre de la protection de l'enfance dans le cadre de l'épidémie de Covid-19.

MADAGASCAR

Réduire les inégalités femmes-hommes par le rugby, vecteur de la promotion du genre et de développement à Madagascar (2019-2020)

Montant : 330 000 €

Domaine d'intervention : genre, éducation et sport

Ce projet, mis en œuvre par l'association Terre en mêlées et l'Académie nationale des sports (ANS) de Madagascar, vise à **développer des programmes éducatifs et de formation professionnelle au moyen du rugby, sport très populaire au sein des quartiers pauvres des villes malgaches**. Il a également été conçu pour promouvoir l'émancipation des jeunes filles et l'égalité entre les femmes et les hommes, dans la mesure où la pratique féminine de ce sport est largement développée à Madagascar (à 59 %).

Ce projet a eu des effets positifs dans les domaines de la formation et de l'égalité femmes-hommes. Il a, en effet, permis la **formation de formateurs impliqués dans un diplôme fédéral d'entraîneur de rugby** (70 % des femmes), des professeurs d'éducation physique (60 % de femmes) ainsi que des professeurs des écoles (80 % de femmes environ). De plus, il s'est traduit par la **formation d'environ 250 jeunes capitaines d'équipes sportives (majoritairement féminines) aux métiers du sport et à l'entrepreneuriat**. Enfin, il a permis de réaliser une « **tournée pour l'égalité** » en France avec l'équipe de la Côte Saphir (8 filles et 4 garçons) qui a été notamment marquée par une rencontre avec des élèves de CM2 de l'école élémentaire Falguière à Paris pour échanger sur des propositions d'actions de promotion de l'égalité femmes-hommes.

NAMIBIE

Développer l'écosystème de l'entrepreneuriat innovant féminin en Namibie et le connecter à la France de l'innovation (2020-2021)

Montant : 46 667 €

Domaine d'intervention : éducation, genre et entreprises

Lancé en 2020, ce projet vise à **soutenir l'autonomisation économique des femmes en Namibie à travers un appui au développement de l'écosystème de l'entrepreneuriat innovant féminin dans ce pays.**

Depuis son lancement, ce FSPI a permis **d'accompagner la création d'un incubateur namibien (DOLOLO), entreprise à but non lucratif, première du genre dans le pays.** DOLOLO, dont la mise en place a été saluée par le ministère namibien de l'Enseignement supérieur, de l'Innovation et de la Recherche, assure la mise en œuvre de très nombreux projets. De plus, il s'est traduit par la **mise en relation des entrepreneuses namibiennes associées au projet avec les réseaux français en Afrique et en France.** Par ailleurs, il a permis de lancer les prémices d'une association de l'innovation en Namibie. Enfin, ce projet a **positionné la France en Namibie comme un partenaire de premier plan sur l'entrepreneuriat des femmes, la jeunesse et l'innovation.**

Governance



Accra, Ghana – © Jonathan Ernst, World Bank

BIRMANIE, CAMBODGE, LAOS ET VIETNAM

Journalisme pour un développement durable de la région du Mékong (2019-2020)

Montant : 800 000 €

Domaine d'intervention : gouvernance, médias
et développement durable

Ce projet régional vise à sensibiliser les populations aux enjeux du développement durable dans une région, l'Asie du Sud-Est, exposée aux défis environnementaux de la pollution de l'air et des eaux, et aux défis sanitaires posés par les nouvelles pandémies.

Mené avec l'appui de CFI, agence française de coopération médias, **ce projet a pour principale mission de sensibiliser les journalistes des médias en ligne de quatre pays de la région du Mékong aux enjeux scientifiques du développement durable** et de les aider à concevoir des articles multimédias de vulgarisation accessibles et attractifs pour le grand public. Il vise également à **encourager le dialogue sur ces sujets entre scientifiques et experts locaux et internationaux** (notamment français) présents dans les pays concernés.

Ce FSPI a permis de **mettre en place dans les quatre pays des rencontres entre journalistes ainsi que plusieurs formations** (soutien à la production et à la diffusion de contenus multimédias, formations sur les fondamentaux du journalisme que sont l'éthique et la vérification des faits, formations sur le journalisme en ligne, formations au cinéma documentaire). Au Vietnam, 10 réalisateurs de documentaires ont ainsi été formés pendant trois mois en 2020 avec pour objectif de produire 10 courts métrages sur le thème de la gestion de l'eau dans le delta du Mékong. De plus, ce projet s'est traduit par **la mise en place d'ateliers spécifiquement destinés au traitement des sujets scientifiques**, en s'appuyant sur les agences de développement et instituts de recherche français présents dans cette zone et actifs sur ces secteurs (AFD, CIRAD, GRET, IRD...). Enfin, un fonds d'aide à la production d'articles multimédias sur des thématiques scientifiques liées au développement durable a été créé. Le premier appel d'offres a reçu une vingtaine de projets issus des 4 pays : les sélections sont en cours de finalisation.

COLOMBIE

Soutien aux organisations de la société civile pour une transition vers une paix durable et inclusive (2019-2020)

Montant : 300 000 €

Domaine d'intervention : gouvernance

Ce FSPI a été conçu pour appuyer la politique française de soutien à la mise en œuvre de l'accord de paix de 2016. Il a **permis le déploiement de projets locaux d'aide à la société civile** en complément de la participation de la France aux fonds multilatéraux et aux projets de coopération de plus grande ampleur en Colombie.

Ce projet a permis de soutenir une dizaine d'initiatives correspondant à des enjeux majeurs du postconflit :

- agroécologie pour le développement rural durable de zones anciennement touchées par le conflit armé ;
- accompagnement économique et social de femmes victimes du conflit ;
- réinsertion d'anciens combattants, soutien aux migrants vénézuéliens et aux populations autochtones dans les zones fragiles du pays.

Plus de 2 000 personnes ont bénéficié directement de ces projets, le nombre de bénéficiaires indirects étant bien supérieur.

MAURITANIE

Accompagner l'expression et la participation de la jeunesse mauritanienne : projet « Al-Fajr » (2017-2019)

Montant : 900 000 €

Domaine : gouvernance, jeunesse et genre

Le FSPI « Al-Fajr » (l'aube en arabe) part du constat que la jeunesse mauritanienne et les femmes souffrent de la prégnance de normes culturelles qui les éloignent de la gouvernance et des processus de prise de décision. **Le projet a pour vocation de promouvoir la place des jeunes et des femmes dans la Cité** afin qu'ils puissent participer au débat public et porter leurs revendications. Le projet a ainsi pour but de structurer des réseaux de jeunes et de femmes, et des associations locales en phase de structuration.

Depuis sa mise en place, le projet a permis de **construire un réseau associatif autour de la jeunesse mauritanienne**. À ce titre, 35 initiatives locales ont été soutenues, dont 25 ont été pérennisées, dans 11 régions mauritaniennes. Ce FSPI a également permis de **créer et d'alimenter des outils d'information pour rendre compte du travail réalisé** : site internet expressionjeunes.net, réseaux sociaux et cartographie des initiatives soutenues. Enfin, **des thématiques majeures pour la société mauritanienne ont été abordées** à travers les organisations de la société civile du programme :

- le dialogue des jeunes avec les élus locaux ;
- la lutte contre les violences sexuelles et la marginalisation des jeunes filles ;
- la préservation de l'environnement ;
- la promotion de la culture ;
- l'innovation et l'entrepreneuriat ;
- les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- le renforcement du tissu associatif ;
- ou encore la reconnaissance des arts urbains.

Grâce à l'ancienneté des interventions du service de coopération de l'ambassade de France en Mauritanie sur cette thématique, **le plaidoyer en faveur de la participation des femmes et des jeunes fait l'objet d'une appropriation croissante par les autorités locales mauritaniennes, qui voient dans les projets soutenus par le fonds un vecteur de cohésion sociale.**

Santé



Prévention du VIH/sida en Équateur – © Ambassade de France en Équateur

ÉQUATEUR

Centre communautaire de prévention combinée :
lutte contre le VIH/sida à destination des populations
en mobilité humaine en réponse à la crise (2019-2020)

Montant du projet : 340 708 €

Domaine d'intervention : santé

L'objectif de ce FSPI est la **mise en place en Équateur d'un modèle de prévention du VIH/sida à destination des populations traditionnellement exclues des dispositifs** (personnes en situation de mobilité humaine – déplacés, réfugiés, migrants –, hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, transgenres et transsexuels, professionnels du sexe). Le projet s'inscrit dans le contexte de la crise humanitaire au Vénézuéla, qui a vu le système de santé en Équateur se détériorer très rapidement à la suite de l'afflux de populations issues de ce pays : le manque de ressources allouées aux hôpitaux et la pénurie de matériel médical et de médicaments ont créé un environnement favorable à la résurgence de maladies infectieuses qui étaient jusqu'à présent sous contrôle.

Malgré le contexte difficile que connaît l'Équateur, le projet FSPI a **permis l'ouverture au public de deux centres de santé communautaires et la mise à disposition de nouveaux services pour le dépistage des infections sexuellement transmissibles** et la fourniture de traitements antirétroviraux (ARV). Depuis leur ouverture au mois d'août 2019, les centres de santé ont effectué 1 567 consultations à destination de 617 personnes, 58 % à Quito et 42 % à Guayaquil. Le nombre de consultations a triplé entre août et novembre 2019, notamment en raison des moyens de communication déployés dans le cadre du projet.

En outre, ce FSPI s'est traduit par la **mise en réseau, à l'échelle régionale, des organisations communautaires de lutte contre le VIH/sida**, permettant de répondre efficacement à l'urgence sanitaire liée à la crise migratoire, en utilisant par ailleurs les liens entretenus avec d'autres organisations françaises et francophones (Coalition PLUS, AIDES, Mairie de Paris).

Enfin, le projet dispose aujourd'hui d'**une bonne visibilité au niveau national** :

- une cartographie des organisations travaillant avec les populations en mobilité humaine a été élaborée ;

- des rencontres ont été organisées avec 17 organisations (centres d'accueil, associations communautaires, fondations LGBTI et associations locales accueillant des femmes victimes de violence en situation de mobilité humaine) afin de présenter les services proposés dans le cadre du projet ;
- des dépliants ont été conçus pour une meilleure diffusion des services offerts ;
- enfin, un numéro d'urgence est disponible pour les cas de victimes de violences sexuelles.

ZIMBABWÉ

Renforcement des capacités du Zimbabwe pour le contrôle des maladies animales et zoonotiques – CAZCOM (2019-2020)

Montant : 844 600 €

Domaine d'intervention : santé

Le projet CAZCOM a été élaboré pour **renforcer les capacités du Zimbabwe en matière de surveillance et de lutte contre les maladies animales et zoonotiques d'importance**, dans un pays disposant de moyens insuffisants en personnels qualifiés et en infrastructures biotechnologiques de pointe pour mettre en place une réponse sanitaire adéquate.

Il a permis de disposer d'un appui français (IRD et CIRAD) dans plusieurs domaines : formation, mise en place d'un laboratoire aux normes internationales, projets de recherche, systèmes de surveillance et de contrôle des maladies infectieuses émergentes.

Il a produit des effets concrets pour :

- **180 000 foyers d'éleveurs et acteurs intermédiaires impliqués dans les filières animales** (soit 900 000 personnes au total) ;
- la Faculté des sciences vétérinaires de l'Université du Zimbabwe et les départements techniques du **ministère de l'Agriculture** ;
- l'ensemble des **instituts de recherche et des laboratoires privés** du pays ;
- la **sous-région d'Afrique australe** en termes de gestion et de contrôle des maladies animales d'importance économique et transfrontalières.

Dès 2021, ce projet sera poursuivi par une action de l'Agence française de développement grâce à une subvention de 2 millions d'euros pour le projet PACMAN. La thématique des maladies zoonotiques est particulièrement d'actualité au regard de la crise sanitaire actuelle liée à la Covid-19.

Éducation



Dacca, Bangladesh – © Dominic Chavez, World Bank

TUNISIE

CAP 2020 : deux ans pour renforcer par l'innovation la qualité du système éducatif et de l'enseignement de la langue française en Tunisie (2019-2020)

Montant : 514 000 €

Domaine d'intervention : éducation et langue française

Élaboré pour répondre aux défis majeurs du système scolaire tunisien, le FSPI CAP 2020 a accompagné les réformes de l'enseignement public. Mis en œuvre, à partir de 2019, en étroite collaboration avec les structures de formation et les centres de ressources pédagogiques du ministère tunisien de l'Éducation, ce FSPI vise à **renforcer les compétences des enseignants**, par le biais de la professionnalisation des inspecteurs-formateurs de français, et à **appuyer le pilotage de projets innovants pour le français et le développement du numérique éducatif**.

L'enveloppe de 514 000 € du projet a permis de financer des bourses de mobilité, des missions d'experts, des formations en présence ou à distance, des colloques-séminaires et des universités d'été. Ce projet a été bénéfique pour de nombreux acteurs :

- 8 500 enseignants et 300 étudiants futurs maîtres ont pu renforcer leur maîtrise de la langue française ;
- 200 inspecteurs de français se sont formés en français langue étrangère, en ingénierie de formation ou encore en technique d'animation ;
- 6 000 enseignants ont eu la possibilité de se former aux méthodes d'enseignement du français.

L'ensemble de ces actions **ont contribué au renforcement de compétences pédagogiques et linguistiques et à la formation initiale et continue au sein du système éducatif tunisien.**

CARAÏBE ANGLOPHONE

Inscrire le français comme langue d'échanges, de développement et d'accès à l'enseignement supérieur dans la CARICOM (2019-2020)

Montant : 800 000 €

Domaine d'intervention : éducation

Ce projet régional, initié en 2019, a été conçu avec l'ambition de **renforcer l'enseignement du français dans la Caraïbe anglophone**, en se concentrant sur la formation en ligne à destination des professeurs.

Il a permis de mettre en place des formations en ligne. **11 formations (pour un total de 300 heures) pour l'habilitation à la correction-examen du diplôme d'études en langue française (DELF) ont ainsi permis de former 118 professeurs sur 8 pays différents.**

Par ailleurs, **quatre outils d'accompagnement des professeurs de français ont été créés** : une lettre d'information trimestrielle, des programmes de formation en ligne, une adaptation d'un manuel scolaire aux spécificités de la région, la création d'un espace dédié à la Caraïbe anglophone sur une plateforme de l'Institut français (IF Profs).

Enfin, **des événements structurants ont vu le jour grâce à ce projet.** Ainsi, en novembre 2019 a été lancé à la Barbade le programme IFLE pour les arts visuels, événement qui a associé des mentors artistiques, des représentants des ministères de la Culture des pays participants ainsi que des représentants de l'Université des Indes occidentales (UWI) et de la Direction des affaires culturelles (DAC) de Martinique.

**Direction générale de la mondialisation,
de la culture, de l'enseignement
et du développement international**

27 rue de la Convention
75015 Paris